

Le fait du jour

Dettes

Zone euro. Feu vert des ministres de finances, hier à Bruxelles pour une nouvelle intervention en Grèce. Les plans de rigueur se succèdent en Europe mais ces politiques sont contre-productives.

LES PEUPLES FACE AU CHANTAGE DE LAUSTÉRITÉ

C'est à un chantage de l'austérité qu'est actuellement soumise la Grèce. Malgré l'adoption par Athènes il y a une dizaine de jours d'un ensemble plan de rigueur imposé par la Troïka (Fonds Monétaire International, Banque Centrale Européenne, Union Européenne), les pays de la zone euro réclamaient encore des assouplissements supplémentaires pour débloquer un second programme d'aide.

Ainsi, la réduction d'au moins un milliard d'euros des frais de dépenses de médicaments en 2012, la ponction de 300 millions d'euros sur les retraites et retraites complémentaires les plus élevées, la réduction de 22% du salaire minimum établi par la convention collective, ou encore la diminution de 40% du salaire de 15 000 salariés de la Fonction publique d'ici fin 2012, autant de mesures déjà contenues dans le nouveau plan de rigueur adopté par la Grèce, n'ont pas suffi à combler l'ap-pât d'austérité de l'UE et du FMI. Sur l'autel des sacrifices imposés aux peuples européens, ils en veulent toujours plus.

Et peu importe que cette politique ait déjà démontré toute son inefficacité puisqu'elle a mis 200 000 personnes au chômage dans le berceau de la démocratie. Le refus massif de l'austérité que manifestent les Grecs n'a pas non plus infléchi ce diktat.

Car des aspirations populaires, la Troïka n'en a cure. L'idée d'un report des élections prévues en avril en Grèce est même privilégiée afin de s'assurer que le pays tiendra ses engagements. Un hold-up démocratique qui ne pèse pas lourd face à la volonté de plaire, et surtout de ne pas déplaire, aux sacro-saints marchés financiers.

Selon l'UE, il convient en effet rassurer contre que coûte les marchés financiers afin d'éviter toute contagion de la crise au sein de la zone euro. Mais les politiques ne sont jamais assez austères aux yeux des places boursières.

En outre, la crise s'est bel et bien propagée au-delà des frontières de la Grèce. Pas moins de cinq pays (Grèce, Portugal, Ita-

lie, Espagne, Italie) sont aujourd'hui identifiés par les places financières comme « Gipsi », un acronyme qui désigne ces États de la zone euro surendettés dont il convient de se méfier.

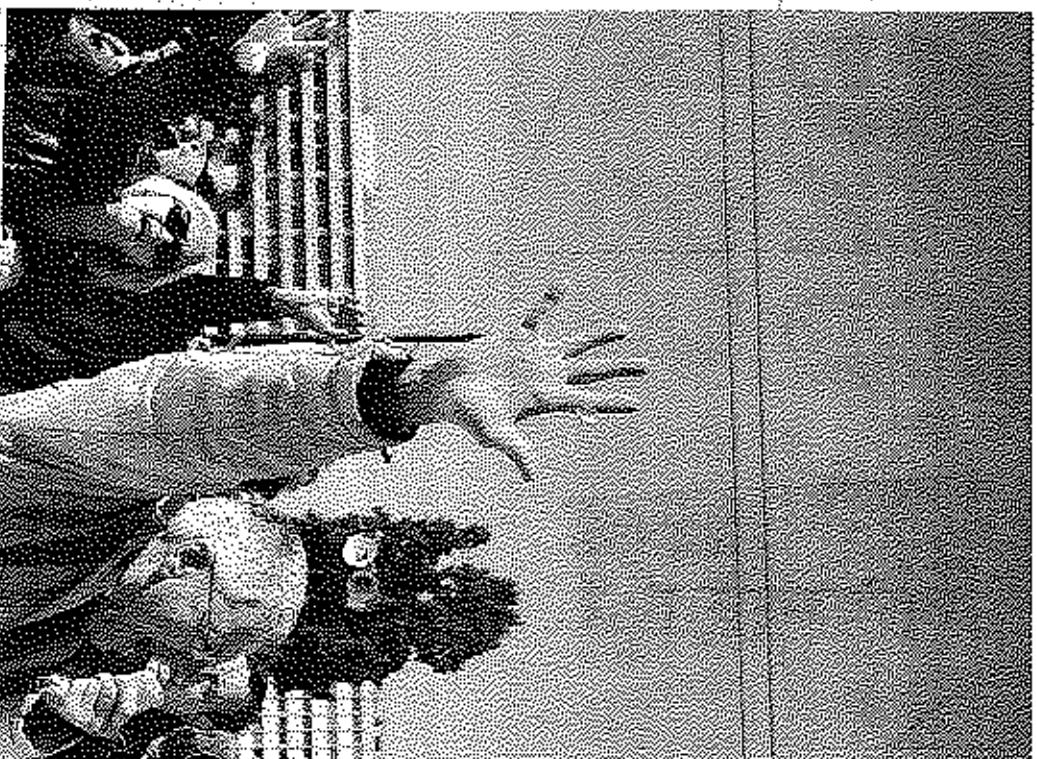
La France à peine mieux lotie que l'Italie

Et n'en déplaise au président-candidat Nicolas Sarkozy son quinquennat a amené la France dans une position plutôt plus enviable que l'Italie. Quand Paris se « bat » pour préserver ce qui lui reste d'industrie, Rome peut s'enorgueillir d'un tissu d'entreprises dense composé notamment d'une kyrielle de PME : la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière italienne s'élève à près de 20% du PIB contre 14% environ en France. En outre, la part de marché de la Bourse dans le commerce mondial, passée de 4,4% à 3% entre 1989 et 2010, a moins chuté que celle de la France (passée de 5,7% à 3,4%).

Il faut aussi rappeler que cette crise n'est pas qu'économique et financière : elle est éminemment politique. C'est en effet la trajectoire de Maastricht ratifiée en 1992, qui en intégrant aux États de se financer auprès de la BCE est directement à l'origine des déficits publics record des pays de la zone euro. La BCE prête ainsi aux banques à hauteur de 1% d'intérêt et ces dernières s'engraissent ensuite en infligeant aux États, contraints de traiter avec elles, des taux d'intérêt de 3, 6, 7 ou 12%, selon qu'ils sont plus ou moins bien notés par les agences de notation. Tout repose donc sur la perception que ces dernières ont de la dette des pays concernés : un pourcentage démesuré pour des institutions qui échappent à tout contrôle démocratique et dont la pertinence est loin d'être avérée.

On ne peut en outre que déplorer le couple « Sarkozy » ait refait du FMI un acteur central sur le vieux continent. En effet, le seul État parvenu à se relever d'une situation aussi compromise que celle de la Grèce est l'Argentine, un pays qui a ramené avec un cycle de croissance vertueux le jour où il a rompu... avec le FMI.

S.P.



FIN TZA
PAPITIA
TAPITIA
EDNON OI

Dimanche encore, les Grecs manifestaient contre le nouveau plan de rigueur compris dans le nouveau « plan de sauvetage ».

L'autre exemple allemand

162 milliards d'euros : c'est la dette de guerre dont l'Allemagne n'aurait toujours pas réglée à la Grèce près de 70 ans après la fin de l'occupation nazie. Une somme à rapprocher des 350 milliards d'euros de dette qu'Athènes avait contractée fin 2011... et des 130 milliards d'euros d'aide d'urgence que Berlin a octroyé à la Grèce. Flashback. Le 6 avril 1941, la Wehrmacht envahit la Grèce ou elle restera jusqu'en 1944. Et dès 1941, les nazis imposèrent à la banque centrale grecque un prêt de 476 millions de reichsmarks au titre de la contribution à l'effort de guerre. Cet « emprunt » ne sera jamais remboursé.

En 1945, desireux de faire de l'Allemagne un allié face au bloc de l'Est, Washington obtient des bénéficiaires du plan Marshall qu'ils renoucent à exiger immédiatement leur dû. Le règlement d'éventuelles réparations est renoussé à une réconciliation allemande dans le cadre d'un « traité de paix ». Mais le chancelier Helmut Kohl obtiendra que le traité de Moscou de 1990 scellant la réunification allemande ne porte pas la mention « traité de paix » : et l'Allemagne n'a jamais réglé ses dettes.

Or, il faut ajouter à l'emprunt d'alors, estimé aujourd'hui dans une fourchette comprise entre 54 milliards et 81 milliards d'euros, les 108 milliards d'euros correspondant aux dommages de guerre causés par les troupes nazies : soit au bas mot 162 milliards d'euros... sans les intérêts. Ce rappel historique n'a pas pour but de relancer des élan germanophobes mais de s'interroger : si la dette de l'Allemagne a été effacée pour des raisons stratégiques il y a près de 70 ans, pourquoi n'en serait-il pas de même aujourd'hui pour la Grèce ?

SERGE PAVRAU

Repères

100

collectifs se sont créés en France pour lancer une vaste campagne d'éducation populaire sur les enjeux de la dette publique. A Montpellier, le CAC34 organise un meeting sur cette question le 24 mars intitulé « 6 heures pour la dette ».

5-12

maï : semaine de résistance contre l'austérité généralisée, avec des actions décentralisées des collectifs locaux, dans la foulée du Sommet européen du 1er et 2 mars. Le 5, un meeting du collectif national se déroulera à la Bourse du travail à Paris.

25 février

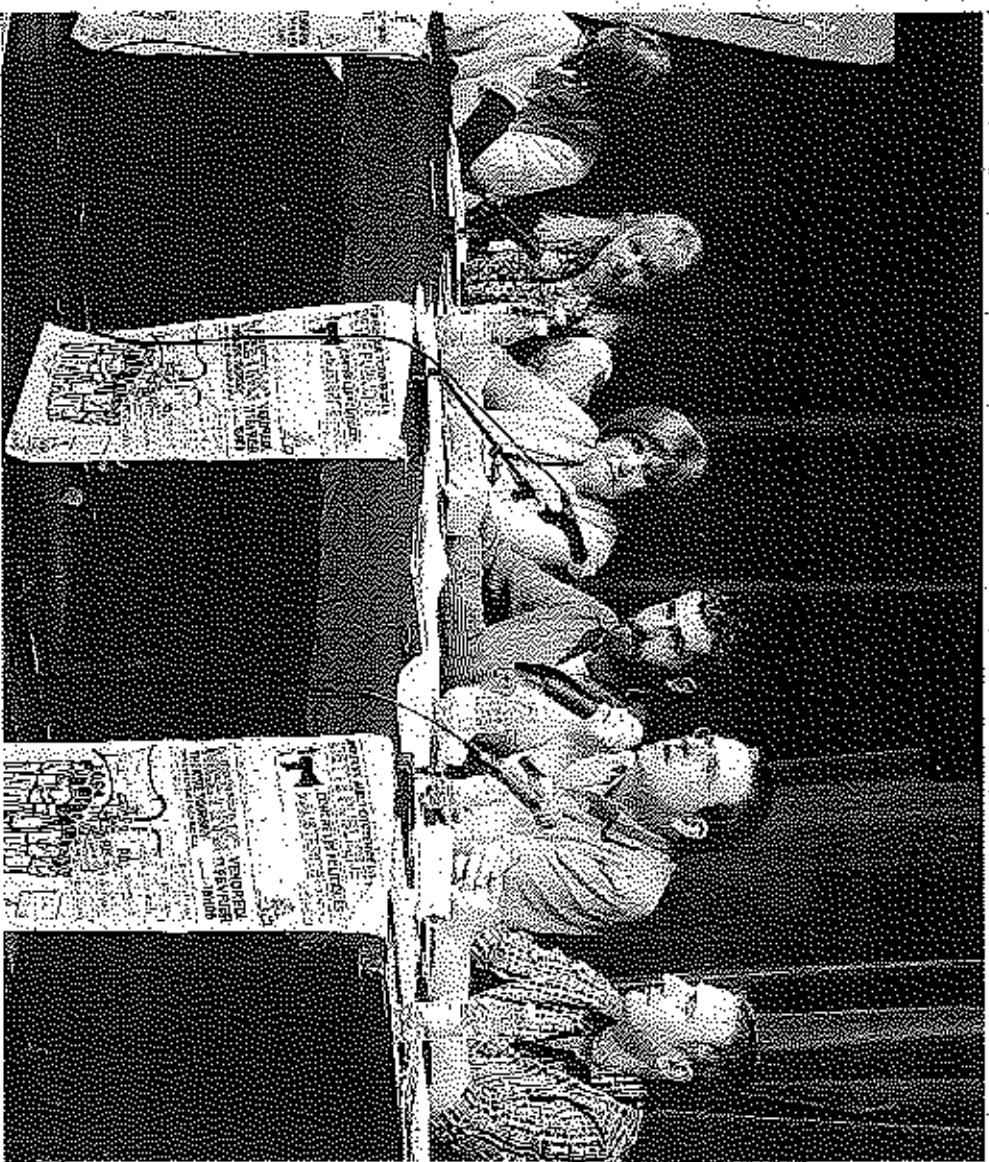
Qu'est-ce que la dette, comment et pourquoi monter une action à l'échelle d'un quartier, d'une ville ou même d'une entreprise, quelle action collective mener pour alerter et informer le public : une journée de formation est organisée par les membres du CAC34, à Aix-en-Provence. Infos chundamy@aol.com.

Assemblée

Des députés du Front de Gauche ont déposé une proposition de résolution à l'Assemblée nationale le 15 janvier dernier demandant la création d'une commission d'enquête pour examiner la dette publique et les choix à faire pour l'alléger et pour libérer la France de la pression des marchés financiers.



Sonia Mirrala et Frédéric Larivière (à gauche), Damien Millet au micro (à droite).



Pas explosion des dépenses mais baisse des recettes

Un vrai succès du meeting pour un auditi citoyen de la dette organisée ces derniers jours au théâtre Tourville à Marseille. Même si tout reste à faire, comme l'a expliqué Anne-Marie Alary, membre du collectif pour un audit citoyen (CAC) des Bouches-du-Rhône : « Il faut y aller monter des CAC dans sa ville, son quartier, son lieu de travail. Mais surtout d'être un expert mais il faut se former et s'entraîner ». Ce sont pourtant des « experts » qui sont intervenus à la tribune : du collectif pour abolition de la dette dans les pays du tiers monde (CADIM), militant d'Attac, syndicaliste à la CGT Finances... Mais tous ont cependant montré à quel point le sujet était pourtant accessible.

« Dette, outil d'oppression »

Militant historique de l'abolition de la dette des pays du sud, Damien Millet ouvre le bal. Ses analyses d'hier éclairent la situation actuelle, car « il s'agit des motifs, déjà, du Nord contre le Sud mais de ceux qui subissent la dette contre ceux qui en profitent ». Mécanisme de transfert financier vers des créanciers, la dette est aussi « un outil d'oppression contre lequel il faut des solutions financières mais aussi politiques ». Son intervention va surtout montrer qu'un combat contre la dette n'est pas vain, que la responsabilité de cette dernière n'est pas obli- gatoire. Parce que la législation internationale prévoit des cas de « dettes odieuses » ou « illégitimes », mais aussi parce que des combats ont déjà porté leurs fruits. Et de citer quelques exemples, comme celui de l'Équateur où tout part d'un audit, mais décidé par le nouveau gouvernement. « Il a

monté une dette entachée de nombreuses illégitimités et n'a surtout pas été utilisée pour le bien des populations », pose Damien Millet. « Et le gouvernement a déclaré de ne pas en rembourser une partie. Résultat, les créanciers de cette dette ont vu leurs titres plonger sur les marchés secondaires, perdant 70%. Via une banque européenne, le gouvernement équatorien décide alors de racheter les titres à 25% de leurs valeurs pour clore cette histoire. Résultat, le gouvernement aura économisé 7 milliards ».

Un meeting a lancé l'audit citoyen de la dette à Marseille. Une opération parmi d'autres d'une manifestation à l'échelle nationale... dont le travail de forum n'est pas sans rappeler celui mené à l'occasion du référendum européen en 2005.

Compte-rendu
Atteintive Schallier
Photos : Robert Ter-tian

« Parler de dettes sans parler d'actifs n'a pas de sens »

Revenant sur le cas français, Damien Millet s'élève contre la tendance à présenter la dette d'un pays comme celle d'un

foyer, « le bon père de famille étant condamné à rembourser ». Un propos prolongé par Frédéric Larivière, de la CGT Finances à Marseille qui s'insurge : « sauf qu'un père de famille n'a aucun moyen d'augmenter les recettes : un chef d'Etat, si ». Et de pousser plus avant l'analogie familiale pour montrer la perversion de la présentation officielle du sujet. « On ne cesse de nous dire que l'on entretient nos enfants. Or, parler de dettes sans parler d'actifs n'a pas de sens. On nous explique parfois qu'un enfant qui nait est déjà endetté à 26 000 euros. Mais on omet de nous préciser qu'il a aussi 40 000 euros à son actif, qu'il va pouvoir bénéficier de soins à sa naissance, puis d'une place en crèche, dans les écoles... Jusqu'à devenir citoyen. » Un propos qui fait écho à ce que dénonce Sonia Mirrala, arrivant d'Athènes pour témoigner de ce qui se vit dans son pays. Parmi les exemples : « Je refuse de laisser des femmes accoucher à l'hôpital sauf à fournir une enveloppe garnie de quelques milliers d'euros. « Faisons attention aux chiffres, désormais bien loin de la réalité » dit-elle celle qui est par ailleurs membre d'un collectif pour l'annulation de la dette grecque, « C'est de l'assistance quand les salaires sont baissés jusqu'à 60% ? Quand la classe moyenne est en voie de paupérisation pour ne pas dire disparition ? Quand les nouveaux salaires sont à 417 euros ? Non ! C'est une guerre déclarée du capital contre le monde du travail, des très riches contre tous les autres ! »

Et Christiane Marty, membre d'Attac et représentant le CAC national de surendettement : « la dette n'est pas due à l'explosion des dépenses publiques mais à la baisse des recettes fiscales à l'œuvre depuis 30 ans en France comme ailleurs ». La progressivité de l'impôt qui diminue, les niches fiscales qui se multiplient... chiffrant en milliards les manques à gagner pour un Etat. « Rien que la loi TEPA, soit adoptée pour le pouvoir d'achat, a provoqué une perte sèche de 17 milliards d'euros pour l'Etat ». Illustre encore Frédéric Larivière.

Précisément, le système mis en place pour financer cette dette a été aboré (1) et de voir arriver la fameuse Banque centrale européenne BCE. « On ne renvoie dans une situation insupportable : les banques empruntent après la BCE à 1% pour ensuite prêter à 3% à la France, 7% à l'Italie ou au Portugal et encore plus à la Grèce. » Puis de lancer un réentendement : « ce sont les Etats qui nous ont mis dans cette situation de servitude volontaire en abandonnant l'indépendance politique de la BCE. Ce qui a été fait politiquement, peut être dénié politiquement ! »

Tous appellent à la construction d'un rapport de force dans un combat qui défie les frontières. Et Sonia Mirrala ne s'y trompe pas quand elle assène : « nous refusons de payer cette dette mais nous refusons aussi de sortir de l'euro. Nous voulons rester pour mener la bataille avec tous, avec vous ; pour faire en l'art cette Europe du capital volée par Sarkozy et Méhdi ! » Autant dire que les applaudissements ont mis du temps à s'arrêter.

1 / Voir une très bonne animation réalisée sur la question par la CGT Finances, mise en ligne sur le site : www.audit-citoyen.org